

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
1
 - Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES ORGANIGRAMMES DU SDIS 76

Le 21 mars 2024, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 mars 2024, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Claire GUEROULT, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mmes Anne-Sophie CLABAUT, Patricia RENOU.

MM. Pierre AUBRY, Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Thierry LEMARIE.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoir :

Monsieur Nicolas ROULY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.

MM. Gérard COLIN – représenté, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Chris CHISLARD, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur départemental par intérim.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la Fonction publique,
- la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2019-016 du 04 avril 2019 portant modifications de l'organigramme du Sdis 76,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n°BCA-2021-087 du 02 décembre 2021 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-002 du 24 février 2022 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-020 du 31 mars 2022 portant modification du tableau des emplois budgétaires,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2022-027 du 02 juin 2022 portant ajustements de la structure du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2023-023 du 09 mars 2023 portant ajustements des organigrammes du Sdis 76.

*

* *

I. Création de nouvelles sous-directions

L'équipe de direction (EDIR) est actuellement constituée du Directeur départemental, du Directeur départemental adjoint et des sous-directeurs Santé et bien-être (SBE), Anticipation et action (AA) et Stratégie et cohérence territoriale (SCT). Dans une démarche d'amélioration continue, plusieurs adaptations vous sont proposées pour disposer d'un EDIR plus efficient, notamment la création de nouvelles sous-directions. Ces créations s'effectuent à effectif constant. Enfin, dans un objectif de continuité de service, le Directeur proposera au Président la désignation d'un adjoint pour chacune des sous-directions.

- **La sous-direction Territoires et compétences humaines**

Aujourd'hui, les Centres d'incendie et de secours (Cis) sont confrontés à des problématiques dans le domaine des ressources humaines et expriment des besoins de management et de formation.

Cette nouvelle sous-direction composée du groupement Formation et activités physiques, du groupement Ressources humaines et des groupements territoriaux apportera une meilleure réactivité aux centres de secours pour leurs besoins en ressources humaines, management et formation.

La direction sera assurée par l'actuel chef de la sous-direction Stratégie et cohérence territoriale.

- **La sous-direction Patrimoine et finances**

Les groupements Immobilier et Finances se regroupent au sein d'une nouvelle sous-direction Patrimoine et finances.

Celle-ci répond à un objectif d'optimisation des interactions immobilières et budgétaires à destination du patrimoine immobilier de l'établissement. La direction sera assurée par la cheffe du groupement Finances.

La réorganisation du groupement Finances fera l'objet d'un développement spécifique.

- **Les groupements rattachés au Directeur départemental**

Les groupements Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations (PEPSI), Administration générale et affaires juridiques (AGAJ) et de l'Engagement volontaire et citoyen, de la valorisation et de la communication (GEVCOM) sont rattachés directement au Directeur départemental. Le chef de groupement GEVCOM assurera les fonctions de Chef de cabinet du fait des matières traitées, notamment du dialogue social.

Le groupement Technique et logistique (GTL) mène actuellement une réflexion sur une nouvelle organisation qui préfigure une sous-direction Technique et Logistique comme détaillé dans l'information dédiée.

II. Ajustements de l'organigramme du groupement Prévision et aménagement du territoire

La fonction prévision a toujours été présente au sein du Sdis 76 concentrée, déconcentrée en direction et en territoires. D'abord rattachée à la thématique opérationnelle, la refonte de l'organigramme en 2018 a donné des moyens propres à la prévision. Plusieurs années de fonctionnement et de nombreux sujets de portée départementale traités par le groupement permettent de faire un premier bilan de l'organisation mise en place et de proposer des pistes d'évolutions.

L'organisation actuelle repose sur deux axes, la prévision industrielle et la prévision/planification :

- la prévision industrielle, centralisée, permet de donner aux interlocuteurs institutionnels et industriels une réponse homogène et constante,
- la prévision/planification, pour sa part, est organisée par territoire avec un service central assurant le suivi des dossiers à portée départementale.

Lors des années précédentes, cette organisation a permis la montée en puissance de cette thématique, la mise en place du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie et l'appui aux collectivités locales pour réaliser des schémas communaux de la défense extérieure contre l'incendie. Les territoires couverts par le Sdis étant différents, la réponse du service aux administrés et aux collectivités doit tenir compte des spécificités locales tout en conservant une cohérence globale. Ainsi, ces 5 dernières années, le service prévision/planification de la direction a naturellement pris le rôle de modérateur des services territoriaux du fait notamment de sa position centrale.

Un deuxième volet nécessite une évolution. Depuis sa création, le groupement est le support de la thématique CNPE et du suivi des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition des deux centrales.

Lors d'un précédent Conseil d'administration, le chantier du futur EPR, ainsi que les liens renouvelés et augmentés avec EDF, ont conduit à la création d'un poste d'officier coordinateur des officiers de sapeurs-pompiers, responsable par ailleurs de la doctrine risques radiologiques.

Par conséquent, le groupement Prévision et aménagement du territoire souhaite procéder à des ajustements de son organigramme afin de faire apparaître la réalité du fonctionnement actuel :

- 1- le service prévision/planification de la direction sera positionné en coordinateur, animateur des services territoriaux. La plage de grades du chef de service est étendue au grade de commandant.
- 2- un service coordination de la réponse nucléaire dédié aux risques radiologiques et plus spécifiquement en lien avec les CNPE sera créé avec en chef de file l'officier coordinateur qui supervise les officiers de sapeurs-pompiers.

Les schémas ci-dessous montrent l'organisation actuelle et la proposition d'évolution.

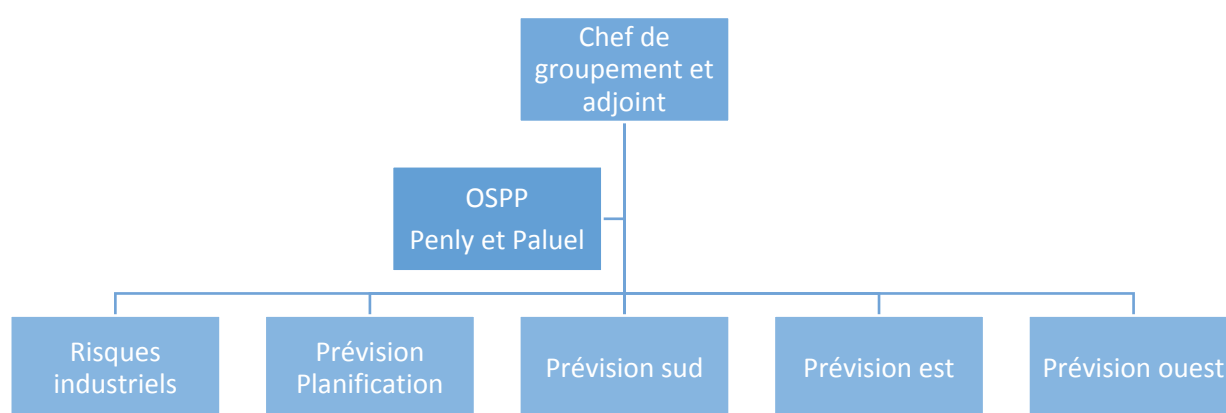


Figure 1 Organisation actuelle

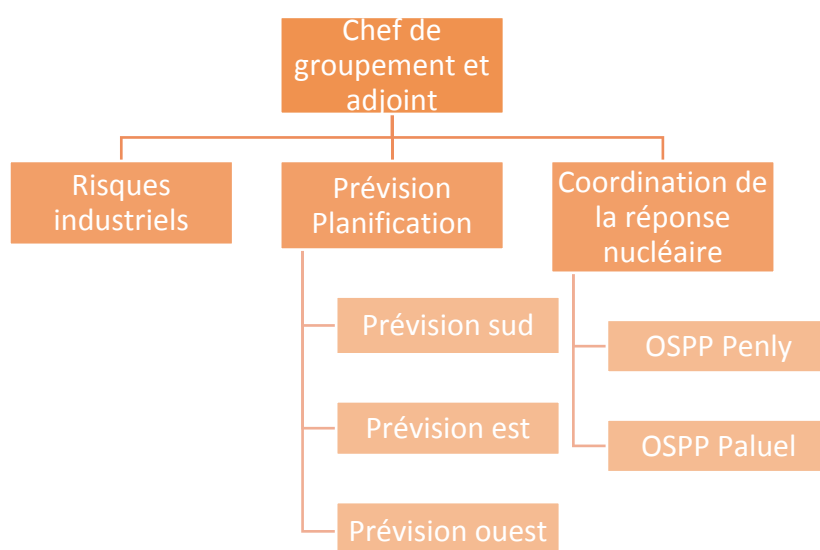


Figure 2 Proposition d'évolutions

III. Ajustements de l'organigramme du groupement Finances et commande publique

Le service des Affaires budgétaires et financières (SABF) a déjà fait l'objet d'une réorganisation en 2018. Néanmoins, il nécessite aujourd'hui une révision de son fonctionnement afin de :

- mettre en place une organisation efficiente et équilibrée au niveau charge de travail et réactivité,
- apporter de la diversité dans les missions exercées,
- accompagner la montée en compétences des agents,
- favoriser la prise d'autonomie,
- redonner du sens au travail de chacun,
- améliorer la qualité du service rendu à destination des autres groupements.

Suite à l'approbation de la lettre de cadrage proposée et du rétroplanning en juillet 2023, un travail en mode participatif, afin d'associer un maximum d'agents du service et de les faire adhérer à la nouvelle organisation, a été organisé.

Une réunion en format CODEV avec les autres chefs de groupement a également été réalisée en octobre 2023.

Le groupe de travail a œuvré en 5 temps :

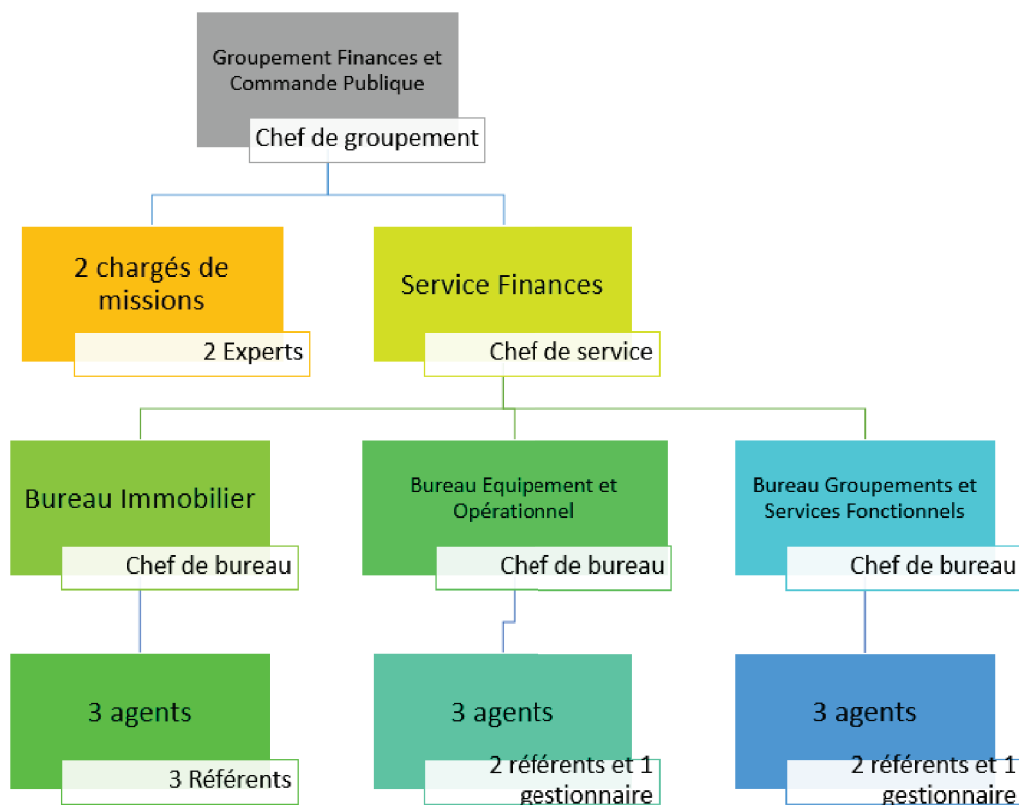
- Temps 1 : Examen des missions et de l'organisation avec 2 réunions,
- Temps 2 : Identification des points d'amélioration et proposition de solutions,
- Temps 3 : Proposition des scénarii d'organisation.

Les propositions émises par ce groupe de travail ont été validées par un premier COPIL du 17 novembre 2023 comprenant l'équipe de Direction (directeurs et sous-directeurs) et un représentant du groupement des Ressources humaines. Une fois le scénario retenu validé par celui-ci, le groupe de travail a rédigé les fiches de postes associées à ce nouvel organigramme en se réunissant à 2 occasions. Le COPIL du 20 décembre 2023 a approuvé l'organigramme nominatif produit ainsi que les fiches de poste associées. Le travail de l'impact sur les locaux a enfin été mené le 19 janvier 2024.

Par conséquent, le groupement Finances, nouvellement appelé groupement Finances et commande publique souhaite procéder à des ajustements de son organigramme :

- en modifiant le nom du service « Affaires budgétaires et financières » en service « Finances »,
- en supprimant le poste budgétaire de l'adjoint au chef de groupement et en créant un poste d'expert. La fonction d'adjoint au chef de groupement pourra être pourvue par l'un des chefs de service,
- en supprimant un poste d'administrateur bases de données et en créant un poste d'expert,
- en supprimant un poste d'adjoint au chef de service et en créant un poste de chef de service,
- en supprimant un poste d'adjoint au chef de service et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant un poste de chargé de l'inventaire comptable et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant un poste de référent et en créant un poste de chef de bureau,
- en supprimant 6 postes de gestionnaires et en créant 6 postes de référents,
- en gelant le poste d'assistant au départ en retraite d'un agent.

Les chefs de bureau bénéficieront d'un régime indemnitaire correspondant à un « chargé de ».



Les nouveaux organigrammes et les nouvelles sous-directions seront mis en place au 1^{er} avril 2024.

*
* *

Lors de sa séance du 14 mars 2024, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :

- *le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité,*
- *le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.*

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240321-DCA-2024-007-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Affichage : 28/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 28/03/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER